

Veille sur l'actualité : juin à septembre 2023

Pour la période couverte, qui s'achevait quelques jours avant une violente attaque du Hamas contre Israël, le comité a surtout noté la poursuite d'affrontements en Europe ou à son voisinage, toujours dominés par le conflit en Ukraine, ainsi que des troubles en Afrique, marqués par un recul des positions françaises. Des éléments économiques ou techniques jouent un rôle important. Les informations suivantes ont été jugées particulièrement significatives :

Affrontements en Europe ou à son voisinage

Une contre-offensive ukrainienne depuis le 4 juin a difficilement progressé : seuls 300 km² auraient été récupérés à la mi-août. Il est surtout signalé des dommages à distance : en juin la destruction du barrage de Kakhovka, dont l'Ukraine accuse la Russie, et des attaques ukrainiennes sur le territoire russe, près de Belgorod, ont chacune provoqué la fuite ou l'évacuation de milliers de civils. En juillet et août des bombardements russes ont notamment atteint des infrastructures portuaires près d'Odessa et au bord du Danube, endommageant 40 000 tonnes de céréales, selon un ministre ukrainien.

En Russie, le 24 juin, le groupe paramilitaire Wagner a occupé une ville et s'est approché à 200 ou 300 km de Moscou sans rencontrer de résistance sérieuse, avant de commencer à se retirer, un accord ayant été conclu avec la médiation du dirigeant de Biélorussie. Le chef emblématique de ce groupe a été tué le 27 août dans un accident d'avion.

L'inaction de la force d'interposition russe dans l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh, peuplée d'Arméniens, peut être considérée comme une conséquence indirecte du conflit en Ukraine. L'Azerbaïdjan, qui bloquait depuis décembre 2022 l'unique accès terrestre de cette zone à l'Arménie, l'a attaquée en septembre, provoquant la capitulation des autorités autoproclamées et une fuite massive de la population.

Des violences de moindre ampleur ont été signalées au Kosovo, placé sous protection de l'Otan depuis 1999. Fin mai, les Occidentaux avaient jugé les autorités albanophones responsables d'avoir provoqué les habitants serbes

Au plan diplomatique, le président turc a accepté l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique, à l'occasion du sommet tenu à Vilnius en juillet. Le même mois, la Russie a annoncé qu'elle ne prolongerait pas l'accord signé à Istanbul un an auparavant, qui avait permis de reprendre les exportations de céréales ukrainiennes par la Mer Noire. Les institutions européennes ont autorisé à nouveau, après une période de blocage, l'importation de céréales ukrainiennes à prix cassés, provoquant une tension entre l'Ukraine et la Pologne, qui a annoncé en septembre le gel de son aide militaire.

Autres troubles et revers de la France en Afrique

En Afrique, le Mali a demandé en juin le départ de la Minusma, mission de stabilisation des Nations Unies, qui assurait depuis dix ans une présence dissuasive contre la menace terroriste.

Un coup d'Etat militaire le 26 juillet au Niger a conduit à l'annonce le 24 septembre par le président français du retrait d'ici la fin de l'année des quelque 1 500 militaires nationaux déployés pour la lutte antiterroriste, tandis que les Etats-Unis ont décidé de laisser en place leur contingent d'environ 1 000 militaires.

Renversé par des militaires le 30 août le président du Gabon, qui avait rejoint le Commonwealth en juin 2022, s'est adressé au monde en anglais alors que le français reste la langue officielle du pays.

Un rapport d'Amnesty International paru en septembre dénonce les exactions au Tigrée des soldats érythréens initialement alliés au premier ministre éthiopien : ces violences se sont poursuivies malgré l'accord de novembre 2022 mettant fin à deux années de guerre civile.

Au Proche Orient, plus de vingt Palestiniens et quatre Israéliens ont été tués lors d'affrontements en Cisjordanie signalés en juin et juillet.

Armements et budgets

Concernant l'Ukraine, il a été annoncé en juin que la France envisagerait de fournir une cinquantaine de missiles Scalp, équivalents des Storm-Shadow apportés par le Royaume Uni depuis mi-mai, et en juillet que les États-Unis fourniraient des obus à fragmentation prohibés par de nombreux États, leurs réserves de munitions classiques ayant dangereusement baissé.

Quant aux armements utilisés, des articles d'août soulignaient du côté russe : nombreuses mines et fortifications, supériorité en artillerie et munitions (6 à 7 pour 1 entre Zaporijia et Donetsk selon les analystes), des moyens électroniques (le système Pole-21 peut supprimer toute navigation par satellite sur 150 km²), une artillerie devenue plus agile (tirs souvent à 15km et retrait après). Pour les Ukrainiens, il était cité des canons antichars et lance-roquettes montés sur véhicules légers, des roquettes adaptées en fonction des cibles (chars ou infanterie). De part et d'autre, l'emploi de drones est fréquemment mentionné.

En septembre, le responsable de la société concernée a reconnu avoir refusé d'activer au profit des Ukrainiens les services de la constellation Starlink au voisinage de Sebastopol. Ce service n'était donc pas disponible pour l'attaque de la flotte russe au mouillage.

En juin, un article indiquait que depuis février 2022 les États-Unis ont envoyé 40 milliards de dollars (36,6 Md€) d'armements à l'Ukraine, les Européens 14 Md€. Cependant, une nouvelle tranche d'aide de 24 milliards de dollars soumise à la Chambre des représentants américaines n'a pas été votée fin septembre à la suite de désaccords sur l'ensemble du budget. Dans ce contexte, le budget militaire du Royaume-Uni atteindra 58 milliards d'euros en 2024, à comparer à 47 milliards d'euros pour la France. En Pologne le gouvernement a annoncé que ce budget passerait de 3,9% du PIB en 2023 à 5% en 2024.

S'agissant des affaires d'armement non limitées au conflit ukrainien, il a notamment été évoqué en juin le projet antimissile « European Sky Shield Initiative », auquel se sont déjà ralliés 17 pays et qui repose principalement sur l'acquisition en commun de systèmes allemands, américains et israéliens. Par ailleurs, MBDA espérait un financement de 80 millions d'euros par le Fonds européen de défense, au titre du projet de recherche Hydis 2 pour la défense contre les missiles hypersoniques, auquel participe l'Allemagne.

En juillet, il était indiqué que le président américain voulait convaincre le Congrès de vendre 40 avions F-16 à la Turquie, tout en fournissant des F-35 à la Grèce, tandis que les partis alliés du chancelier allemand étaient tombés d'accord pour assouplir officiellement l'embargo en vigueur depuis 2018 sur les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, la vente d'avions Typhoon restant exclue.

Commentaires du comité

Cette actualité très riche illustre notamment une évolution vers des interactions entre États plus nombreuses, mouvantes et multilatérales, qui avait été analysée dans une étude récente du comité Défense (1). Elle conduit aussi à poursuivre les réflexions sur différents sujets :

- Le rôle du temps et de la communication, en particulier le décalage entre les annonces des acteurs et les réalisations effectives.
- L'adaptation indispensable de « l'Occident » à un monde où il ne représente plus une force dominante qui puisse prétendre incarner et répandre des valeurs admises comme universelles. Quel équilibre trouver entre égoïsme et ingérence ? Quelle attitude face aux « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui ont validé l'intégration début 2024 de six autres pays : Iran, Égypte, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Éthiopie, Argentine ?
- L'illustration des enjeux de souveraineté (au sens de liberté de décision et d'action) dans un monde d'interdépendances géopolitique entre acteurs étatiques et acteurs privés.

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF, 15 10 23

- (1) Quelles transformations pour la défense de demain ? Cahier IESF n°37 de décembre 2021 accessible sur www.iesf.fr/publications/cahiers, §II-3-1,